

Comment le commerce extérieur est devenu le boulet de l'économie française



Depuis des décennies la France est en délicatesse avec son commerce extérieur. Mais depuis les dernières années de l'ère Hollande, la situation est critique et même crépusculaire.

Avec Jean-Yves
Archer

Pour l'année 2017, la France va afficher un solde déficitaire de 63 milliards pour son commerce extérieur. Du jamais vu et objectivement un chiffre plus que préoccupant. Dans l'absolu ou en comparaison avec les – 47 mds de 2016.

Le commerce extérieur est devenu le boulet de nos grands agrégats économiques dans une certaine indifférence politique. Qui ne se souvient des discours lénifiants de la ministre Nicole Bricq ? Qui ne se souvient des affirmations péremptoires d'un certain Louis Gallois que les faits ont, une fois de plus, démentis ?

Le commerce extérieur dynamique suppose de vendre et si possible à des clients solvables. Or, la France est [emal de compétitivité](#) hors-prix et d'effet de gamme.

Comme l'a dit un analyste lucide : " on fabrique au mieux de la qualité espagnole pour tenter de la vendre à des prix allemands ". Cela ne peut fonctionner longtemps. Et cela pèse lourd dans la balance car il faudra des années pour redresser une situation où notre rapport qualité/prix n'est pas dans la course sauf dans le luxe et l'aéronautique (aviation d'affaire, aviation commerciale).

De surcroît, il ne faut pas nier que notre score d'impayés partiels est un handicap que la Coface et BpiFrance ont à supporter.

La France de l'agro-alimentaire, celle de l'industrie manufacturière, etc est en souffrance quasi-chronique.

Ainsi, il est important de noter que malgré l'embellie conjoncturelle que connaît l'Europe – et la France dans une moindre mesure : voir les taux de croissance comparés -, notre propension à importer ne cesse de s'accroître. En clair, pour fabriquer en France, on importe de plus en plus d'intrants ou de composants incontournables.

Concrètement, cela signifie qu'en phase de reprise un effet de ciseaux apparaît : alors que nous devrions proportionnellement vendre plus, c'est une demande accrue de produits importés qui vient accompagner notre consommation nationale.

Incise fiscale non négligeable : cela veut dire que la TVA sociale qui aurait concerné " aussi " les biens et services importés aurait été un instrument plus pertinent qu'une hausse de la CSG...

Sur 63 milliards de déficit, il faut acter un déficit de 31 milliards avec la Chine ce qui est un défi majeur que l'Etat a désormais bien compris. Parallèlement, il faut prendre acte d'un déficit de près de 15 milliards avec l'Allemagne qui sera fort ardu à juguler même de quelques milliards.

La France du temps des accords du GATT résistait encore : celle de l'ère dominante de l'OMC chère à Pascal Lamy (qui a manifestement omis la volatilité des facteurs de production dans ses raisonnements) ne nous est pas favorable. Les chiffres en attestent hors toute polémique.

En conséquence, l'orientation de l'appareil de production vers des marchés solvables et la préservation de nos capacités productives (voir le nombre croissant de fusions-acquisitions concernant des entités françaises) forment un tandem offensif qu'il faut activer.

Pour ma part, je regrette l'actuelle structuration ministérielle de Bercy qui ne porte ni la réforme consistante de l'Etat ni les bienfaits d'un MITI à la japonaise.

Il est urgent de vectoriser nos forces et de consolider le nouveau Quai d'Orsay porteur de diplomatie économique à l'instar de nombreux autres exemples de pays développés.